CÉRÉMONIE DU 4 JUILLET AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Bouteflika ne prononcera pas de discours

Abdelaziz Bouteflika s'adressera à la nation, courant juillet, avons-nous appris de source proche de la présidence. Ce discours, le deuxième cette année après celui du 15 avril dernier, sera consacré aux réformes politiques qu'il avait annoncées ce même 15 avril.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Ce ne sera pas à l'occasion du quarante-neuvième anniversaire de l'Indépendance», tient toutefois à préciser notre source. «Le président se rendra, certes, au ministère de la Défense nationale le 4 juillet prochain, comme c'est la tradition. Il présidera la cérémonie annuelle de la promotion des nouveaux officiers supérieurs de l'ANP mais ne prononcera pas de discours à l'occasion», nous confie-t-on encore de même source.

Cette «indiscrétion» explique ce choix par la décision de Bouteflika d'éviter de se prononcer publiquement, avant qu'il ne reçoive, officiellement, le rapport de «l'Instance de consultations sur les réformes politiques» de Abdelkader Bensalah. Laquelle commission, qui a clôturé ses consultations le 21 juin dernier, après avoir reçu, un mois durant, plus de deux cents invités, s'affaire, depuis, à la préparation du rapport final.

«Contrairement à ce que d'aucuns pensent, la commission Bensalah n'est pas une simple boîte aux lettres. Toutes les propositions sont en train de passer au peigne fin. D'ailleurs, le rapport final ne sera prêt que dans une dizaine de jours», explique encore notre source.

Le président du Sénat ne se rendra chez Bouteflika qu'après le 5 juillet prochain.

Manifestement, Bouteflika cherche, se faisant, à donner un surcroît de crédibilité à la commission Bensalah, qu'il avait lui-même installée. «D'où le choix porté sur le deuxième personnage de l'Etat, comme président de la commission et le fait d'y associer deux des plus importants conseillers du président.» Il s'agit de Ali Boughazi, mais surtout du général major Mohamed Touati.

Conseiller aux affaires de défense et à la sécurité, le général major Mohamed Touati est plus que cela. De par son parcours militaire et politique, son poids et sa stature, Touati représente, au-delà de la présidence, le deuxième grand pôle du pouvoir en Algérie, l'armée.

«Un gage de sérieux de la démarche», commente notre source. Bouteflika, affirme-t-on encore, se donnera le temps de bien examiner le rapport final de la commission avant de se prononcer. «C'est sur la base de ce rapport qu'il articulera l'essentiel de son discours.» Un discours que notre source dit prévoir «plus fort encore que celui du 15 avril dernier». D'ores et déjà, l'on s'attend à ce que Bouteflika y donne des instructions précises pour le gouvernement au sujet des lois organiques soumises à révision. «Il ne faut pas exclure, aussi, d'autres décisions politiques majeures, mais en aucun un chamboulement dans le calendrier des réformes en question.»

A rappeler que le 15 avril 2011, Bouteflika avait bien fixé ce calendrier : soumission des projets de lois organiques concernées à l'approbation de l'actuelle Assemblée populaire nationale, dès la prochaine session d'automne, et la révision de la Constitution à l'Assemblée qui sera issue des prochaines législatives de mai 2012.

Il est enfin attendu que Bouteflika annonce, dans son prochain discours, l'installation de la commission de révision de la Constitution.

K. A.

ZOHRA DRIF-BITAT EN FRANCE

Un groupe d'amitié déterré et beaucoup d'interrogations

Quels messages particuliers est venue livrer Zohra Drif-Bitat, vice-présidente du Conseil de la nation et présidente du groupe d'amitié Algérie-France au cours de la visite qu'elle effectue depuis lundi en France et qui s'étalera jusqu'au 2 juillet prochain ? Les réponses à cette question comme à beaucoup d'autres qui ont été posées à la sénatrice lors du point de presse qu'elle nous a accordé à l'entame de sa visite (en présence de M. Missoum Sbih, ambassadeur d'Algérie en France) se résument à de grandes généralités et à un discours très convenu qui cache mal les véritables raisons de ce déplacement et qui n'éclairent pas sur le pourquoi de ce voyage, le premier de ce groupe depuis sa création en 2006 et surtout pourquoi ce déplacement maintenant.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Des relations «apaisées» et un «regard tourné vers l'avenir même si nous ne pouvons effacer notre passé commun.»

Cette phrase a été réitérée tout au long des réponses de Zohra Drif-Bitat à la presse algérienne. Et lorsqu'il lui est demandé quel rôle, quelle force et quel impact peut avoir ce groupe d'amitié pour changer la donne sur le cours des événements caractérisée par une France de plus en plus tournée sur elle-même, sur ses frontières terrestres et identitaires, refusant l'étranger et particulièrement l'Algérien, les réponses de Mme Bitat sont invariables : le groupe d'amitié va «travailler à rapprocher les deux peuples, à se faire connaître, à lever certains malentendus et faire avancer les choses». Et d'ajouter : «Notre rôle à nous représentants du peuple est d'éveiller, d'éclairer, de dénoncer et de rapprocher les positions des uns et des autres pour trouver des positions qui soient acceptables et justes pour les uns et les autres.»

Mais au-delà, et sur des questions bien précises comme la reconnaissance ou la repentance, que va faire précisément ce groupe d'amitié, d'autant qu'Alain Juppé, lors de sa récente visite en Algérie, a été on ne peut plus clair : ni repentance ni reconnaissance du fait colonial et de ses atrocités ? On serait presque tenté de dire que Zohra Bitat n'en a cure et considère que cette non-repentante et non-reconnaissance ne regardent que les Français : «Nous sommes des Algériens et des Algériens concernés par le présent et le passé de notre pays et en qualité de représentants de ce peuple nous ne pouvons ignorer ses aspirations. Nous ne pouvons bâtir un avenir si le passé est ignoré et nous estimons en même temps que le devoir de mémoire nous impose à tous de travailler dans le sens d'un apaisement.»

Puis elle insiste et persiste : «Je crois que 50 années d'indépendance ont bien montré que l'Algérie, dès 1962, a eu le regard tourné vers l'avenir. Dès 1962, ce qui nous importait, c'était de construire notre Etat, de construire l'avenir de notre pays, de nos enfants et il est clair aussi qu'on ne peut pas se mutiler et décider qu'avant 1962, rien n'a été fait (…) Ce qui m'importe, c'est quelle ait la connaissance qu'ont nos jeunes de leur histoire profonde et pas seulement d'ailleurs depuis la colonisation. Ce qui m'importe aussi, c'est ce que nos enfants portent en eux cette image de l'Algérie avec une grande histoire.» Sur la négociation en cours des accords bilatéraux de 1968 et sur les velléités du pouvoir français actuel de retour sur la binationalité qui concerne en vérité essentiellement les Algériens ? Mme Bitat, relancée sur ces deux points, botte en touche alors que, dans son programme, il est prévu une rencontre avec le sous-ministre de l'Intérieur : «Je ne peux parler que de la position de l'Algérie. Notre pays ne remet pas en cause le principe de double nationalité qui comporte selon nous une richesse et un caractère d'universalité, une ouverture.

Si la France décide autrement, l'Algérie ne peut que constater.» Reste à savoir si ce discours tout en rondeurs, ce regard «apaisé», qui ne comporte «aucune haine» ni de «sentiment de revanche», et qui plus est affirme que l'Algérie n'a et n'aura jamais de regard sur le passé n'est pas justement la réponse à Juppé pour lui dire ok, nous partageons maintenant la même vision des relations algéro-françaises et nous allons avancer sans ce passé.

Sinon comment expliquer que, depuis la création du groupe d'amitié Algérie-France en 2006, c'est la première fois que ses membres se rendent en France, et c'est la première fois que des officiels algériens — même si Mme Bitat dit qu'elle représente une institution qui n'a pas de pouvoir de décision —, expriment un désir aussi net de sortir de toutes les demandes de repentance, reconnaissance du fait colonial.

K. B.-A.

COMMÉMORATION

Boudiaf, 19 ans déjà

Comme irrémédiablement engluée dans la compromission avec l'islamisme, l'Algérie, dix-neuf ans après l'assassinat de Mohamed Boudiaf, est encore à s'efforcer à l'effort de ne pas frustrer un Hassan Hattab, ex-émir terroriste sanguinaire. Une offense, une de trop, à la mémoire de «Tayeb El Watani» et à tant d'autres martyrs qui ont consenti le sacrifice suprême pour que le pays ne sombre pas dans les ténèbres de l'obscurantisme islamiste.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - De la Rahma à la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, en passant par la Concorde civile, l'Algérie est allée de concession en concession en faveur des islamistes. Au point d'ailleurs où l'ancien chef du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), Hassan Hattab, eut à jouir d'un statut spécial qui, depuis 2007, date de sa reddition, l'a soustrait à la justice qui le poursuivait pour les crimes innombrables commis par son organisation terroriste.

Le pouvoir algérien, notamment depuis l'intronisation de Abdelaziz Bouteflika en 1999, a agi comme s'il se devait, quoi qu'en seraient les conséquences, de ramer à contre-courant des idéaux démocratiques et républicains autour desquels Mohamed Boudiaf a suscité tant et tant d'espoirs. Notamment auprès de la jeunesse qui, en l'espace d'à peine six mois, s'était reconnue dans cet homme, qui, à l'appel de la Nation, a rompu un long exil et un retrait de la vie politique pour voler au secours d'une république véritablement en danger.

Peu, sûrement, parmi cette jeunesse savaient que l'homme qui était venu à la rescousse d'un pays en péril était l'un des artisans de l'indépendance nationale. Aussi, c'est en cela que l'osmose entre Mohamed Boudiaf et la jeunesse était singulière.

Le président du Haut Comité d'Etat (HCE), institué après la démission du président Chadli Bendjedid en 1992, en pleine tourmente sécuritaire, n'avait nul besoin de mettre en avant sa qualité de figure historique pour recueillir l'adhésion de la population. Sa verve, son verbe taillé dans le parler du commun des Algériens, son engagement clair en faveur de la république et la démocratie suffisaient. Exceptionnelle que cette prouesse de faire renaître, en l'espace de quelques mois seulement, l'espoir chez une jeunesse fortement désespérée ! Evidemment, sa façon de concevoir la politique, sa manière d'agir et les perspectives qu'il définissait ne pouvaient agréer, notamment les islamistes qui avaient déjà entrepris d'user de la «mahchoucha» pour soumettre la république à leurs rêves obscurs. Mohamed Boudiaf est assassiné le 29 juin 1992, alors qu'il prononçait un discours au Théâtre régional de Annaba. Son assassinat sonna la fin d'un espoir. Depuis, la république fut contrainte de subir compromission sur compromission avec l'islamisme décliné dans ses deux versions politique et armée. Des cohortes de terroristes de l'AIS, du GIA, puis du GSPC se sont vu blanchis de leurs crimes par les grâces de lois qui, en fait, étaient des amnisties qui ne disaient pas leurs noms. Cette compromission est poussée au point de doter Hassan Hattab et Abderrazak El Para de statuts spéciaux qui les a mis pendant plusieurs années hors de portée de la justice.

Photo : DR

Mohamed Boudiaf.

C'est qu'avec l'assassinat de Mohamed Boudiaf, le système politique algérien s'est énormément investi dans sa propre sauvegarde, se consolidant à l'ombre de la concession perpétuellement renouvelée à l'endroit de l'islamisme. Car, en son temps, Boudiaf posait déjà la problématique du changement d'un système ayant atteint ses limites, sclérosé et incapable d'idées novatrices. Dix-neuf ans plus tard, la même idée force refait surface non pas à l'échelle de la seule Algérie mais de toute la sphère arabe.

C'est dire que Boudiaf avait cette âme de visionnaire et avait le sens de l'anticipation. Et c'est pour cela qu'il ne faut pas écouter ânonner un Ben Bella qui vient en 2011 faire cas publiquement de son inconscience infuse en qualifiant Boudiaf de «zéro sur le plan militaire». Heureusement que l'Histoire se fout, mais alors éperdument de bouffonneries du genre et qu'elle a inscrit en lettres d'or l'apport incommensurable de Boudiaf à l'indépendance nationale, de l'OS, au groupe des 22 en passant par le Crua. Alors hommage à Boudiaf, quitte à donner des insomnies à Ben Bella et à tant d'autres qui ont la démocratie et la république en horreur.

S. A. I.